

LIBYE

Un nouveau Premier ministre après une élection chaotique

Le chef du Parlement libyen a confirmé lundi la nomination d'Ahmed Miitig comme Premier ministre après un imbroglio révélant les luttes d'influence entre islamistes et libéraux dans un pays déjà fragilisé par les violences meurtrières, trois ans après la chute du régime Kadhafi.

Le Congrès général national (CGN, Parlement) a ratifié lundi la nomination d'Ahmed Miitig comme Premier ministre, par une décision signée par son président, au lendemain d'un vote chaotique.

Mais on ignore pour le moment, si la décision de Nouri Abou Sahmein, lui même contesté, suffira à mettre un terme à une querelle politico-juridique, autour de l'élection de M. Miitig, rejetée par plusieurs députés et par le vice-président du CGN.

«Ahmed Omar Miitig est nommé chef du gouvernement de transition et chargé de former son cabinet et de le présenter au CGN pour obtenir sa confiance dans un délai de 15 jours», selon le texte d'une décision signée par le président du Congrès

Nouri Abou Sahmein et publiée sur le site du CGN. Un député, Tahar al-Mokni, a confirmé à l'AFP que la décision avait bien été signée par M. Abou Sahmein, qui n'avait pas assisté au vote dimanche.

Contacté par l'AFP, le porte-parole du gouvernement sortant, Ahmed Lamine, n'était pas en mesure de commenter immédiatement la décision du CGN.

Le président du Congrès est absent de la scène publique depuis plusieurs semaines. Plusieurs députés réclament sa démission, après son implication présumée dans une affaire de mœurs.

Récemment, le Congrès a indiqué que M. Abou Sahmein était à l'étranger «pour des soins». Le vice-président du Congrès, Ezzeddine Al-

Awami, avait adressé dimanche deux lettres au gouvernement et aux membres du CGN, dans lesquelles il affirmait que l'élection de M. Miitig était «nulle et illégale» et demandait au chef du gouvernement actuel, Abdallah al-Theni, de continuer à gérer les affaires courantes jusqu'à la nomination d'un nouveau Premier ministre.

Le gouvernement sortant avait alors indiqué qu'il allait appliquer les directives qui lui sont parvenues de la présidence du Congrès.

Appuyé notamment par les islamistes, Ahmed Miitig, un homme d'affaires de 42 ans, de Misrata (ouest), est le cinquième et le plus jeune des chefs de gouvernement à être nommé à ce poste, depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011.

Il avait été élu initialement avec 113 voix, soit moins des 120 requises.

Mais après l'annonce du résultat, des députés ont laissé le vote ouvert pour des retardataires, pour

atteindre finalement 121 voix. Le nouveau comptage a provoqué une querelle au Congrès, sur fond de lutte d'influence entre islamistes et libéraux.

Selon l'analyste, Miftah Abouzid, les décisions du Congrès sont «imposées» par le courant islamiste qui «veut conduire le pays à un Etat non démocratique».

Les islamistes «veulent contrôler les rouages de l'Etat avant de sortir du Congrès», a-t-il estimé.

Sous la pression de la rue, le CGN a accepté en effet récemment de céder la place à un nouveau Parlement, dont la date des élections n'a pas été encore fixée.

Même s'ils ne sont pas majoritaires au sein des quelque 200 membres du Congrès, les islamistes ont réussi à gagner en influence, en recrutant des députés, en particulier au sein du Parti pour la justice et la construction (PJC, issu des Frères musulmans) et du bloc Wafa, plus radical. Le bloc de l'Alliance des forces nationales (AFN, libérale)

s'est effrité et plusieurs de ses députés ont démissionné, permettant à leurs rivaux de gagner en influence.

Ainsi, les islamistes ont pu éjecter le 11 mars l'ancien Premier ministre Ali Zeidan, après un bras de fer de plusieurs mois, lors d'un vote qui avait été estimé «illégal» par les libéraux et par M. Zeidan lui-même qui se considère toujours chef du gouvernement.

Ahmed Miitig doit succéder à Abdallah Al-Theni, démissionnaire, qui assure l'interim depuis le limogeage de M. Zeidan.

Mais le Congrès doit voter à nouveau dans quelques jours pour donner sa confiance à son cabinet, une étape qui ne semble pas évidente après la controverse provoquée par son élection.

Ces querelles politiques compliquent davantage la situation en Libye en proie à des violences quotidiennes et une instabilité économique et politique qui empêchent tout essor économique dans ce riche pays pétrolier.

KENYA

Le bilan des attentats contre des bus à Nairobi s'alourdit

Le bilan des attentats contre deux bus, dimanche, à Nairobi est passé à trois morts et 86 blessés, selon la Croix-Rouge du Kenya, où les autorités ont appelé la population à la vigilance, face à la multiplication récente des attaques dans le pays.

Le Kenya ne retirera pas ses troupes de Somalie, où elles affrontent les islamistes shebab depuis octobre 2011, bien qu'il ait été depuis la cible de plusieurs attaques, attribuées aux sympathisants des shebab, a également assuré lundi le vice-président kényan William Ruto.

Selon le décompte fourni par la Croix-Rouge sur son site internet, 32

des 86 personnes hospitalisées étaient toujours à l'hôpital lundi, les 54 autres ayant pu rentrer chez elles.

Les attentats contre ces deux bus, perpétrés sur un axe très fréquenté qui relie le centre de la capitale aux faubourgs nord-est, n'ont pas été revendiqués et sont survenus au lendemain d'une double attaque dans la ville portuaire de Mombasa, deuxiè-

me ville du Kenya sur la touristique côte du pays.

Les deux bus ont explosé à proximité du complexe sportif de Kasarani, où des milliers de Somaliens et Kényans d'ethnie somali ont été emmenés et retenus après avoir été raflés lors d'une récente opération «antiterroriste» menée par la police kényane. La quasi-totalité a depuis été libérée. La veille, quatre personnes avaient été tuées par une grenade lancée dans le centre-ville à l'intérieur d'un bus bondé arrivant de

Nairobi, tandis qu'une bombe artisanale a explosé sans faire de victime, sur une plage, près de l'accès à un hôtel fréquenté par des touristes étrangers. «Nous ne nous retirerons pas de Somalie, nous ne serons ni impressionnés ni intimidés (...) rappeler nos troupes fournirait un havre sûr aux criminels qui recrutent et arment des terroristes en Somalie et qui feront au final courir un plus grand risque au Kenya», a assuré M. Ruto.

Il a souligné que la «sécurité collective était une responsabilité parta-

gée». «Chacun doit jouer son rôle et conserver une vigilance de tous les instants», a-t-il dit, tout en assurant que les forces de sécurité kényanes avaient «perturbé d'innombrables activités criminelles - dont des projets d'attaques terroristes».

«Quand on est confronté avec quelque chose d'aussi unique et dangereux que le terrorisme, même une seule attaque fait apparaître inutiles des centaines de mesures dissuasives ayant porté leurs fruits», a-t-il estimé.

UKRAINE

Combats à l'arme lourde tout près de Slaviansk

Tirs à l'arme lourde, ambulances emmenant morts et blessés, les combats faisaient rage lundi tout près de Slaviansk, à six kilomètres d'un avant-poste des troupes ukrainiennes où le chef de la Garde nationale et le ministre de l'Intérieur s'étaient déplacés en personne.

«Ce sont eux (les insurgés pro-russes) qui ont commencé à ouvrir le feu», dans la matinée, affirme le commandant du bataillon déployé à proximité d'une station-service sur l'axe stratégique allant vers Kharkiv, à 170 km plus au nord.

Il se prénomme Alexeï, mais refuse de donner son nom et porte une cagoule pour que l'on ne le reconnaisse pas. C'est à cet endroit même, à la limite est de Slaviansk, le bastion de la rébellion armée aux confins orientaux de l'Ukraine, que se dressait jusqu'au début de l'opération antiterroriste» déclenchée vendredi par Kiev un imposant barrage mis en place par des membres de la milice d'autodéfense» séparatiste. Désormais, une vingtaine de mili-

taires loyalistes appuyés par des blindés y sont visibles.

Ici, «on nous livre une guerre, c'est une guerre contre notre territoire», lâche entre deux fortes détonations le ministre ukrainien de l'Intérieur, Arsen Avakov, à des journalistes, dont un de l'AFP.

«Ma mission est d'éliminer les terroristes», poursuit-il, avant d'expliquer que «la seule tactique (possible) est d'avancer petit à petit vers le centre» de Slaviansk.

Toutefois, «il n'y a pas de solution militaire, elle doit être politique», insiste Arsen Avakov.

Portant, comme le ministre, un gilet pare-balles, le chef de la Garde nationale, Stepan Poltorak, relève, quant à lui, que «nos adversaires

sont bien entraînés et bien équipés».

«On les a coincés dans le centre» de Slaviansk et «ils font tout pour nous obliger à utiliser des armes lourdes, mais nous ne le ferons pas, pour épargner la population», assure-t-il.

Pour sa part, le commandant Alexeï se dit certain qu'il y a des combattants tchétchènes aux côtés des insurgés.

De fait, la veille, l'attachée de presse des rebelles, Stella Khorocheva, avait déclaré avec enthousiasme à l'AFP que des «renforts» étaient arrivés de Crimée, péninsule du Sud de l'Ukraine rattachée en mars à la Russie, et de Tchétchénie, une république du Caucase russe.

Des tirs ont également eu lieu lundi à Andriivka, autre point chaud depuis plusieurs jours, à cinq kilomètres au sud-ouest de Slaviansk, a dit à l'AFP Vadim Orel, à la tête d'un

groupe de miliciens présents sur place. Selon lui, les soldats ukrainiens «tirent de la tour de la télévision et d'un hélicoptère» dans leur direction.

Au sud toujours, la circulation automobile était interrompue au niveau d'un poste de contrôle ukrainien qui coupe la route menant à Donetsk, la principale ville de la région, a constaté l'AFP.

Les derniers affrontements ont fait quatre morts et une trentaine de blessés dans les rangs ukrainiens, d'après un bilan officiel, tandis que les rebelles ont annoncé qu'onze des leurs avaient été blessés.

En train de tranquillement faucher de l'herbe, en pleine campagne, non loin d'une zone de combats, un paysan vitupère, accusant le pouvoir à Kiev d'être l'unique responsable de la situation actuelle.

Mais, note-t-il, philosophe, «il est trop tard pour revenir en arrière».

AFGHANISTAN

Six personnes tuées dans une attaque des talibans

Six personnes ont été tuées et deux autres blessées lundi dans une attaque menée par les talibans dans la province de Nimroz (ouest de l'Afghanistan), a indiqué la police. «Un kamikaze a fait détonner sa voiture piégée près du bureau du renseignement du district de Dilaram. Quatre autres militants ont tenté de prendre le contrôle du bâtiment. Ils ont été tués dans l'échange de coups de feu qui a suivi avec les forces de sécurité», a affirmé le chef adjoint de la police provinciale, le colonel Abdul Rahim. «Un policier a été tué et deux autres ont été blessés. Il n'y a eu aucune victime chez la population civile», a poursuivi le colonel Rahim.

Les talibans ont exhorté les civils à ne pas s'approcher de rassemblements officiels, de convois militaires et de bases militaires, qui sont considérés par les insurgés comme des «cibles légitimes» pour leurs attaques.

Dans la province voisine de Farah, le porte-parole de l'armée Abdul Raouf Ahmadi a indiqué que six talibans ont été tués et deux autres blessés lundi par l'armée dans le district de Push Rod.

IRAK

Au moins neuf morts dans des attaques et bombardements

Au moins neuf personnes ont été tuées lundi en Irak dans des attaques à Baghdad et ses environs, et des bombardements sur Fallouja, ont indiqué des responsables.

A Fallouja, à 60 km à l'ouest de Baghdad, au moins quatre personnes ont été tuées dans des bombardements, qui ont également fait des bles-

sés, selon une source médicale. Ces bombardements, dont l'origine n'était pas connue dans l'imédiat, ont commencé après minuit.

Selon des habitants de la ville, l'armée irakienne bombarde régulièrement différents quartiers de Fallouja, qu'elle n'a pas réussi à reprendre depuis début janvier. Deux hommes ont été abattus à

Baghdad, et une bombe a explosé près d'un restaurant à Touz Khourmatou, au nord de la capitale, tuant au moins 3 soldats.

Ces nouvelles violences surviennent quelques jours après les élections législatives, marquées par un taux de participation estimé à 60%.